

(AGRI-)CULTURE & EUROPE

FAO PRESIDENT GUEST OF HONOUR IN LUXEMBOURG

Thursday 9 April: As The United Nations' Organisation for Food and Agriculture (FAO) expects the number of people in the world suffering from undernourishment to rise from 693 million at the end of 2008 to over a billion in 2009, FAO President Jacques Diouf visits the Grand Duchy as the special guest of a conference organised by the Bridge Forum Dialogue association. Dr. Diouf seizes the opportunity to meet Ministers for Agriculture, Fernand Boden, and Humanitarian Aid, Jean-Louis Schiltz, as well as to have an informal discussion with the President of Luxembourg's Central Bank, Yves Mersch. The Bridge Forum Dialogue is a non-profit organisation established in Luxembourg, which serves as a platform for interdisciplinary debates. It aims at creating a link between the European institutions established in Luxembourg and the actors and institutions of Luxembourg financial, economic and legal life.



Senegal's Jacques Diouf, born in 1938, holds engineering degrees in tropical and traditional agronomy as well as a doctorate in social sciences of the rural world

Conférence de Jacques Diouf sur «l'économie alimentaire dans le monde d'aujourd'hui»

Etablir des partenariats avec les pays pauvres

La Chambre de commerce du grand-duché de Luxembourg vient de servir de cadre à une conférence donnée par Jacques Diouf, directeur général de la FAO, organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Christiane Schlessler-Knaff

■ Après l'introduction d'Yves Mersch, président de la Banque centrale du Luxembourg et président de l'association «The Bridge Forum Dialogue», association ayant organisé la conférence, l'orateur a été présenté au public par Jean-Louis Schiltz, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

«The Bridge - Forum Dialogue» est une association dont l'objectif est de servir de plate-forme de discussion interdisciplinaire et elle forme un lien entre les institutions européennes établies à Luxembourg et les institutions et acteurs de la vie financière, économique et juridique luxembourgeoise. Comme son président l'a fait remarquer dans son introduction, «il ne faut pas perdre de vue que dans les pays défavorisés, la majeure partie des revenus des personnes les plus pauvres sert à l'alimentation. Quand les prix augmentent, il leur est impossible d'éviter la famine.»

Jacques Diouf a développé le thème «L'économie alimentaire dans le monde d'aujourd'hui». Né au Sénégal, de nationalité sénégalaise, détenteur de nombreuses distinctions honorifiques et au-

teur de multiples publications, l'orateur a cerné le sujet avec clarté et a montré l'importance des efforts à faire pour lutter contre la faim dans le monde: non seulement dans un but humanitaire, mais également afin de tenter de préserver la paix dans le monde.

Il a tout d'abord évoqué la turbulence financière dans le monde et le sérieux revers économique qui en découle. Cet état de fait ne doit pas faire oublier la crise alimentaire mondiale qui a ébranlé l'économie agricole internationale et mis en évidence la fragilité du système agricole mondial. La flambée des cours des produits alimentaires et l'augmentation importante de l'indice FAO des prix des denrées alimentaires ont marqué les trois dernières années. Même si l'indice des prix a enregistré en janvier 2009 une baisse par rapport à l'année dernière, les prix des engrais, des semences et des aliments du bétail ont augmenté et la plupart de ces produits sont devenus inaccessibles à de nombreux petits agriculteurs.

Suite au jeu de l'offre et de la demande, la crise alimentaire est le résultat d'un déséquilibre des marchés agricoles dont les conséquences sont dramatiques et qui se soldent par des manifestations et des émeutes dans un certain nombre de pays. De plus en plus de personnes ont faim dans le monde. On compte 963 millions de personnes mal nourries, ce qui correspond à environ 15 % de la population mondiale. Trente-deux pays se trouvent en situation

d'urgence et parmi eux, vingt se trouvent en Afrique, dix en Asie et trois dans les Caraïbes. L'insécurité, l'incertitude économique et la demande croissante de produits agricoles pour le secteur des bioénergies comptent parmi les causes du moins-investir et donc d'une importante baisse de production. La crise financière n'arrange pas les choses.

La FAO redouble d'efforts pour trouver des solutions. Jacques Diouf salua la décision de l'Union européenne de s'engager face à la crise alimentaire. Il est essentiel d'accroître la productivité et la production surtout dans les pays à bas revenus et il faut recourir à des solutions novatrices de mobilisation. Les agriculteurs des pays pauvres doivent pouvoir mener une vie digne et travailler avec des moyens adéquats. Il leur faut des semences à haut rendement, des engrais, des aliments, du bétail, etc. Il s'agit de développer des partenariats entre les pays qui ont des ressources financières et des technologies et ceux qui ont des terres, de l'eau et des ressources humaines. L'irrigation et le drainage doivent mener à la maîtrise de l'eau, les possibilités de stockage et le transport à une meilleure gestion, ce afin d'éviter, entre autres, la perte des récoltes.

Afin de préserver les conditions de paix et de sécurité de l'humanité qui sont liées au progrès économique et social, il faut veiller à un consensus politique international au plus haut niveau.



Photo: Hervé Morin/Agp

Jacques Diouf, directeur général de la FAO, dénonce 20 années de sous-investissement dans l'agriculture des pays les plus pauvres.

Doubler la production alimentaire

Le directeur de la FAO était jeudi l'invité du Bridge Forum Dialogue.

Assurer la sécurité alimentaire de 963 millions de personnes qui souffrent actuellement de la faim et nourrir bientôt neuf milliards de personnes convenablement. Voilà les défis que doit relever l'économie alimentaire mondiale.

De notre journaliste
Olivier Landini

Yves Mitsch, président de la Banque centrale du Luxembourg, avait coécrit jeudi soir un invité prestigieux à venir s'exprimer devant les membres de son Bridge Forum Dialogue. En effet, le conférencier de la soirée n'était autre que Jacques Diouf, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'ancien ambassadeur du Sénégal est largement revenu sur les défis qui se dessinent en ce qui concerne l'écono-

mie alimentaire mondiale. Selon les estimations de la FAO, le monde comptait à l'heure actuelle 963 millions de personnes mal nourries. En d'autres termes, 15 % de la population mondiale souffrant de faim chronique et de malnutrition. Et ce qui n'est pas une surprise : la totalité des populations sous-alimentées vivent dans les pays en voie de développement.

➤ Ne pas marginaliser le problème de la faim

Jacques Diouf a souhaité attirer l'attention tout particulièrement sur la situation économique actuelle : «L'attention nécessaire pour faire face à la crise financière et économique qui augmente le chômage et aggrave la pauvreté ne doit pas aboutir à la marginalisation d'un milliard de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition dans

les préoccupations des dirigeants du monde.»

Le directeur de la FAO accorde notamment la part que prend l'agriculture dans l'aide publique qui s'est considérablement réduite ces dernières années, et cela déjà bien avant la crise. Jacques Diouf a réaffirmé «la nécessité de produire plus, en particulier dans les pays à revenu faible et à déficit vivrier, et donc la nécessité d'investir davantage dans l'agriculture. L'accroissement de la productivité et de la production, en priorité dans les pays à revenu bas et à déficit vivrier, est la solution structurelle au problème de l'insécurité alimentaire dans le monde. La gravité de la crise alimentaire actuelle et la difficulté à y faire face sont la conséquence de 20 années de sous-investissement dans l'agriculture des pays les plus pauvres.»

Mais la FAO plaide également au-

delà de l'augmentation des financements dédiés à l'agriculture, le recourant à des solutions novatrices. Jacques Diouf évoque notamment une piste qui lui semble intéressante : «Il convient d'établir, par exemple, des arrangements qui respectent les intérêts des différentes parties en développant des partenariats entre, d'une part, les pays qui ont des ressources financières et des technologies et, d'autre part, ceux qui ont des terres, de l'eau et des ressources humaines.»

Pour le directeur de la FAO, le défi de l'économie alimentaire est double : assurer la sécurité alimentaire des 963 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde et se préparer à nourrir convenablement neuf milliards de personnes en 2050. Pour ce faire, la FAO estime qu'il faudra doubler la production alimentaire mondiale.

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture invité au Luxembourg

Le double défi de la sécurité alimentaire

Il y a urgence. Urgence pour adresser de manière efficace le double défi de la sécurité alimentaire. Double, parce que près d'un milliard de personnes - 15% de la population mondiale - souffrent de faim aujourd'hui déjà et parce que nous serons 9 milliards d'humains à l'horizon 2050. D'ici-là, il faudra doubler la production alimentaire mondiale pour tous les nourrir - un défi-clé pour garantir paix et stabilité dans le monde. Jacques Diouf, le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, invité de l'association «Bridge Forum Dialogues» jeudi soir, a exhorté les responsables politiques à trouver un consensus politique international au plus haut niveau pour mettre en place les solutions techniques et économiques nécessaires mais aussi pour créer les structures de réflexion et de décision ainsi que les moyens d'action à la hauteur de cet immense défi que la crise financière et économique viendrait encore aggraver.



Jacques Diouf était l'invité du «Bridge Forum Dialogues» et a été accueilli par son président Yves Mersch ainsi que par le Ministre luxembourgeois à la Coopération, Jean-Louis Schiltz.

Photo: F. Austerlitz

Une flambée des prix qui menace les plus pauvres

L'intrigant agronome sénégalais, à la tête de la FAO depuis 1993 où il attire l'attention depuis belle lurette sur la catastrophe alimentaire qui s'annonce, a entre autres souligné que l'indice FAO des prix alimentaires a augmenté de 26% en 2007, puis de 40% au premier semestre 2008 avant de se tasser de 25% en janvier 2009. Reste toujours une forte hausse par rapport à une moyenne décennale. Entre 2006 et 2008, les prix des semences ont progressé par ailleurs de 70%, ceux du bétail de 72% et ceux des engrais de 170% - rendant ces produits quasi inaccessibles pour les petits producteurs agricoles. Occasionnée par une demande en forte augmentation - surtout dans les pays «émergents», grands consommateurs comme l'Inde et surtout la Chine -, une offre limitée et des stocks au plus bas niveau ainsi que la demande croissante pour le secteur des bioénergies,

cette flambée des prix a déjà entraîné des «émeutes de la faim» dans une vingtaine de pays - là où vivent les plus faibles des faibles dont la vulnérabilité vient encore s'aggraver en ce moment de crise financière qui augmente les difficultés des producteurs pour se procurer un crédit. En même temps la baisse des produits alimentaires ne s'est pas encore répercutée sur les marchés nationaux des pays en voie de développement. Selon Diouf, on recensait en février de cette année pas moins de 32 pays en situation de crise alimentaire grave nécessitant une aide d'urgence, 20 d'entre eux se trouvent en Afrique, 10 en Asie et 3 dans les Caraïbes. Parmi eux, des contrées qui risquent par ailleurs d'être au premier rang de ceux qui ressentent les effets du changement climatique. La FAO a réagi entre autres en organisant début juin 2008 un conférence de haut niveau sur la sécurité

alimentaire mondiale, regroupant des délégués de 181 pays, dont 43 chefs d'Etat et 100 ministres. Au bout de l'opération, un consensus: il faut produire plus, en particulier dans les pays à revenu faible et à déficit vivrier et donc investir davantage dans l'agriculture. Une équipe spéciale de haut niveau dont Jacques Diouf assure la vice-présidence, a élaboré un «cadre global d'actions» pour soutenir cet objectif. Ce dernier nécessite la mise à disposition d'expertise et de conseil pour des petits producteurs toujours dépendants des caprices du temps, mais surtout des fonds, beaucoup de fonds.

20 ans de sous-investissement dans l'agriculture des pays pauvres

Pour assurer par exemple l'irrigation des terres - sur 96% des terres

en Afrique sub-saharienne, la production agricole dépend encore de la pluviométrie -, pour fournir du matériel agricole moderne, pour tracer des routes d'accès vers les marchés et pour construire des possibilités de stockage des produits. Rien que le manque de capacités de stockage suffisantes peut entraîner des pertes de 40 à 60% des récoltes dans certains pays concernés, a expliqué Jacques Diouf. «La gravité de la crise alimentaire actuelle et la difficulté à y faire face sont la conséquence de 20 années de sous-investissement dans l'agriculture des pays les plus pauvres. Il faut donc renverser la tendance négative de la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement qui est passée de 17 pour cent en 1980 à 3,8% en 2006. Il faut aussi recourir à des solutions novatrices de mobilisation de l'investissement direct du secteur privé», a-t-il souligné.

Toute l'humanité concernée

Et Diouf de rappeler que la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement globale ne s'élevait en 2007 qu'à 6,6 milliards de dollars. Il faudrait en mobiliser au moins 20 pour commencer à faire bouger les choses. «Ceci devrait être possible dans un monde, où en 2007 365 milliards de dollars ont été consacrés au soutien de l'agriculture dans les pays de l'OCDE et où l'on a dépensé 1.340 milliards de dollars pour les armements dans les pays développés et en développement, mais où, récemment l'on a pu trouver en quelques semaines plus de 3.000 milliards de dollars pour faire face à la crise financière mondiale».

Le directeur de la FAO rêve d'un consensus politique au plus haut niveau susceptible de dégager ces moyens. Dont l'orientation stratégique pourrait être surveillée de manière compétente et neutre par un Comité de la sécurité alimentaire mondiale revitalisé. Du pain sur la planche donc. Pour éviter une crise qui demain n'épargnera pas les pays dits «développés».

„Bridge Forum“: Rede des Direktors der Welternährungsorganisation FAO Jacques Diouf

„Doppelte Herausforderung“

Nahrungsmittelproduktion bis 2050 verdoppeln / Einer Milliarde Hungernden umgehend helfen

VON JAKUB ADAMOWICZ

„Es gelingt es der Internationalen Gemeinschaft nicht, der Milliarde an Unterernährung und Hunger leidenden Menschen zu helfen, droht ein grenzüberschreitendes Kriegs- und Konfliktpotenzial. Um dies zu verhindern, müssen Entwicklungsländer ihre lokalen Landwirtschaftsproduktionskapazitäten steigern.“ Das sagte FAO-Generaldirektor Jacques Diouf am Donnerstag als Redner des „Bridge Forum“ in Luxemburg.

Unter Leitung von Zentralbankpräsident Yves Mersch und im Beisein von Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz, Vertretern des diplomatischen Korps sowie mehrerer Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens plädierte der Generaldirektor der Welternährungsorganisation für einen „internationalen politischen Konsens auf höchstem Niveau“, um verbindliche Grundlagen für die Überwindung der globalen Ernährungs- und Hungerkrise zu schaffen.

Lob für Brasilien und Malawi

Laut Diouf haben in den vergangenen Jahren zwei Entwicklungen die Eindämmung von Hunger und Unterernährung in besonderem Maße behindert: „Zuerst stiegen in den Jahren seit 2005 die Lebensmittelpreise merklich. Dann begannen in Folge der Finanzmarktkrise Menschen weltweit zu verarmen“.

Heute leidet annähernd eine Milliarde der 6,75 Milliarden



Produktivität der globalen Landwirtschaft steigern: Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz, FAO-Generaldirektor Jacques Diouf und Zentralbank-Präsident Yves Mersch am Donnerstag in der Handelskammer. (FOTO: MARC WILWERT)

Menschen an Unterernährung und Hunger. „Mit der entsprechenden Anbautechnologie kann auf bestehenden Flächen eine solche Produktivitätssteigerung erreicht werden, dass der Hunger vollständig besiegt werden könnte“, sagte Diouf.

„Dazu müssten Entwicklungsländer vor allem in Afrika ihre landwirtschaftliche Produktion steigern. Und das ist machbar“, so der 70-jährige Senegalese. Als Paradebeispiele für gelungene Agrarreformen nannte der FAO-Generaldirektor Brasilien und Malawi. „Präsident Lula hat mit dem Fome Zero-Programm Phänomenales erreicht. Zwar muss Brasilien weiter an der Lösung

seiner gesellschaftlichen Probleme arbeiten, aber es konnte seine Agrarproduktion durch Produktivitätsverbesserungen entscheidend steigern“.

Im subsaharen Afrika sind 96 Prozent der Lebensmittelproduktion unmittelbar von Regenfällen abhängig, weil die Mehrheit der Landwirte über keinen Zugang zu Technologien der industriellen Landwirtschaft verfügt. „Das ist das eigentliche Kernproblem“, so Diouf. Doch es gibt auch Lichtblicke: „Malawi hat es geschafft, durch politischen Willen, den Einsatz produktivitätssteigernder Saatgute und einer Territorialreform binnen weniger Jahre vom Nahrungsmittelimporteur zum re-

gionalen Entwicklungshelfer aufzusteigen“, so das Lob des Chefs der Welternährungsorganisation.

Vor dem Hintergrund der demografischen Entwicklung - bis 2050 soll die Weltbevölkerung laut UNO um weitere 2,45 auf dann 9,2 Milliarden Menschen anwachsen - sprach sich Diouf gegen eine weltweite Arbeitsteilung bei der Verdoppelung der Lebensmittelproduktion aus: „Aufgrund des Klimawandels und des steigenden Ölpreises wäre der breit angelegte Transport von Lebensmitteln unverantwortlich“. Stattdessen müsse die lokale Produktion gefördert werden.

www.fao.org

FAO-Generaldirektor Jacques Diouf zu Gast beim „Bridge Forum Dialogue“

„Wir brauchen 30 Milliarden Dollar“

Alexa Lepage

Die Welt befasst sich derzeit ausschließlich mit der Finanzkrise. Sie ist jedoch kein Grund, die Unterernährung und Hungersnot in der Welt zu vergessen. Sonst könne letztere zu einem Sicherheitsproblem ausarten. Das sagte der Generaldirektor der Ernährungs- und Landwirtschaftsorganisation FAO am Donnerstagabend in Luxemburg.

Als wir Jacques Diouf vor einem Jahr einluden, haben wir uns bei der Zentralbank Sorgen um die Preisexplosion bei den Rohstoffen gemacht“, sagte Zentralbankpräsident Yves Mersch einleitend. Zwar seien die Preise seither wieder etwas gefallen, das Niveau sei aber noch immer sehr hoch. „Die Ärmsten der Welt geben einen Großteil ihres Einkommens aus, um sich zu ernähren.“

FAO-Generaldirektor Jacques Diouf fordert einen weltweiten Konsens, um die Unterernährung und die Hungersnot in der Welt zu bekämpfen. „Wenn das Problem nicht gelöst wird, bekommen wir ein Sicherheits- und Friedensproblem in der Welt“, so Diouf. Daher müsse man nicht nur die Ursachen bekämpfen, sondern auch die strukturellen Probleme.

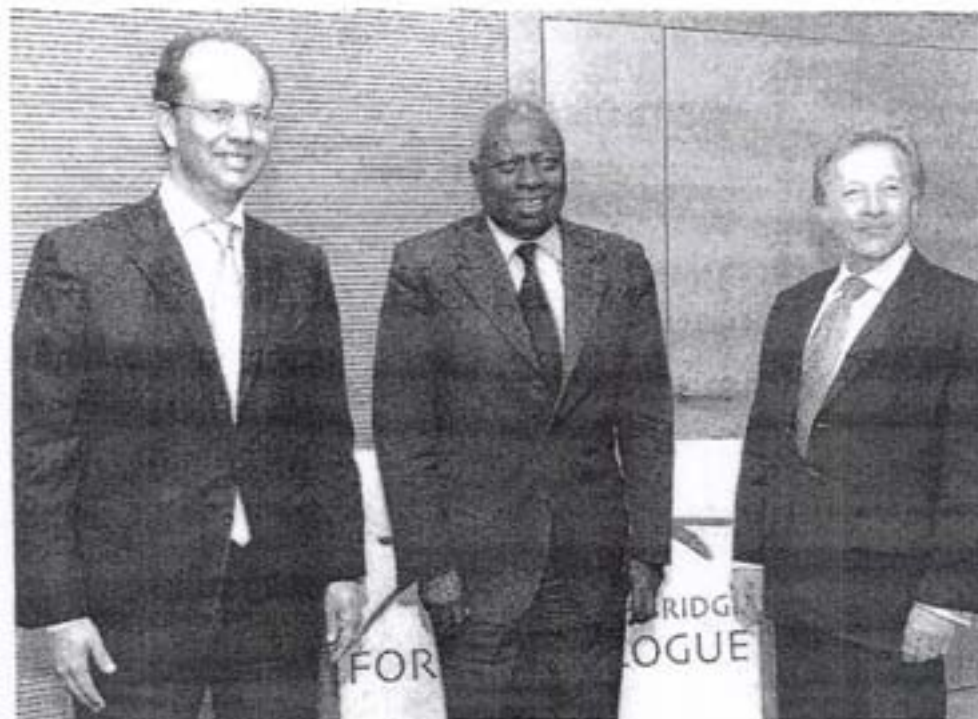
Die Zahlen sprechen für sich:

„Im Jahr 2007 ist die Zahl der Unterernährten weltweit um 75 Millionen gestiegen. Im vergangenen Jahr sind noch 40 Millionen hinzugekommen.“

Es gibt weltweit 963 Millionen Menschen, die an Unterernährung oder Hunger leiden. Das sind 15 Prozent der Weltbevölkerung“, gibt Diouf zu denken.

„Die Welt steht vor einer doppelten Herausforderung: die jetzige Hungersnot bekämpfen und dafür sorgen, dass künftig alle Menschen genug zu essen haben.“

Denn: „Wir müssen es fertig bringen, die Produktion bis 2050 zu verdoppeln, um der wachsen-



Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz, FAO-Generaldirektor Jacques Diouf und Yves Mersch, Präsident der Zentralbank und Gastgeber im Rahmen des „Bridge Forum Dialogue“

den Weltbevölkerung Rechnung zu tragen.“

Jetzt komme es darauf an, die dringenden Probleme der Unterernährung zu lösen und langfristig zu investieren. Zu viele afrikanische Länder seien vom Regen abhängig. Dort müsse in Bewässerungsanlagen und Straßen investiert werden, damit langfristig ein Handel entsteht. Diouf sieht die Lösung nicht in einer weltweiten Arbeitsteilung: „Die Nahrungsmittel müssen dort produziert werden, wo sie benötigt werden.“ Das sei auch eine Frage der Nachhaltigkeit.

„Die jetzige Situation vereinfacht die Herausforderung nicht“, bedauert Diouf. Viele wollten nicht in die Landwirtschaft investieren.

Seine Organisation hat zudem das Problem, dass sie nicht selber eingreifen kann. „Wir haben nicht die nötigen finanziellen Mittel.“ Organisationen wie die Weltbank und nationale Regierungen seien gefordert. Es bedürfe mehr Partnerschaften zwischen Ländern, die über die finanziellen Mittel verfügen, und solchen, die über das Land und

das menschliche Potenzial verfügen. Das dürfe allerdings nicht dazu führen, dass die Bauern ausgenutzt werden. „Natürlich sind die Menschen motivierter, wenn ihnen das Land gehört, das sie bebauen.“ Außerdem benötigen sie moderne Maschinen: „Sie müssen mit Maschinen ihrer Zeit arbeiten können und nicht wie im Mittelalter“, sagt Diouf.

Er sieht erste positive Entwicklungen: Malawi sei ein Beispiel

dafür, dass das keine Sache der Unmöglichkeit sei. Die Politik habe es fertig gebracht, eine Territorialreform durchzuführen und produktivitätssteigerndes Saatgut durchzusetzen. „Das Land hat sich binnen weniger Jahre von einem Importeur in einen Exporteur verwandelt“, freut sich Diouf.

Er sieht noch einen weiteren Lichtblick: „Die Europäische Union hat den Landwirten in den Entwicklungsländern eine Milliarde Euro zur Verfügung gestellt. Das ist ermutigend, aber nicht ausreichend“, so Diouf. „Wir brauchen 30 Milliarden Dollar.“ Und gibt zu bedenken, wie viel Geld bereits

in die Bekämpfung der Finanzkrise geflossen ist. „Wir brauchen das Geld, um allen Menschen auf der Erde das Grundrecht auf Essen zu gewähren.“

„Wenn das Hungerproblem nicht gelöst wird, bekommen wir ein Sicherheits- und Friedensproblem in der Welt“
Jacques Diouf

„Wir benötigen das Geld, um allen Menschen auf der Erde das Grundrecht auf Essen zu gewähren“
Jacques Diouf